



Agence de  
**Wallis-et-  
Futuna**

## CONJONCTURE ECONOMIQUE

# Tendances conjoncturelles

3<sup>ème</sup> trimestre 2025

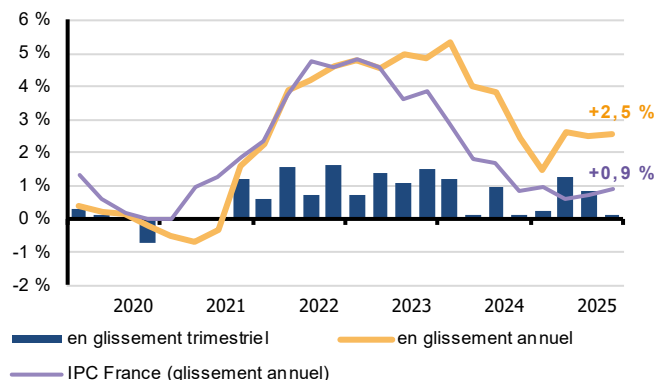
Les indicateurs économiques des îles de Wallis-et-Futuna sont favorables au troisième trimestre. En témoignent les dynamiques positives de l'emploi et de la consommation des ménages, soutenue par une progression des crédits à la consommation malgré une baisse des importations globales. La situation des entreprises reste encourageante en dépit de la baisse des importations de matériaux de construction, et d'une stabilisation de celles biens d'équipement. La fréquentation des vols internationaux poursuit sa progression.

## Des importations en baisse mais une activité dynamique

### Des prix qui se stabilisent

L'inflation se stabilise au troisième trimestre 2025 avec une évolution des prix à la consommation de **+0,1 % par rapport au deuxième trimestre**.

Évolution de l'indice des prix à la consommation



Source : STSEE, INSEE, données trimestrielles

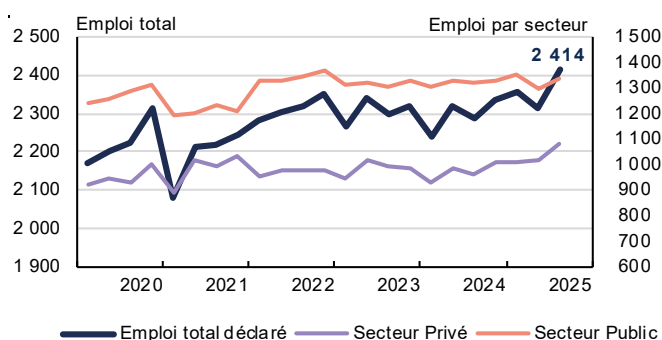
© IEOM

**Sur les 12 derniers mois, les prix ont augmenté de 2,5 %** (contre +0,9% en France entière). Les prix de l'alimentation tirent l'inflation vers le haut, avec une augmentation de 6,7 % sur l'année, alors que les prix de l'énergie diminuent de -0,4 % en glissement annuel. Les services et les produits manufacturés ne contribuent que marginalement à la hausse des prix avec une augmentation de +0,6 % et +0,4 % respectivement.

### L'emploi atteint des records

La dynamique de l'emploi se confirme : fin juin 2025, **2 414 salariés sont déclarés à la Caisse des Prestations Sociales (CPS WF)**, soit le niveau le plus élevé jamais observé. La tendance est à la hausse tant en rythme trimestriel (+4,3 %, soit +100 salariés) qu'en rythme annuel (+5,5 %, soit +125 salariés), après une légère baisse constatée en début d'année.

Emploi déclaré localement  
(nombre de salariés déclarés à la CPSWF)



Source : CPS WF

© IEOM

**Cette progression est principalement portée par le secteur privé**, avec une croissance de 11,9 % des emplois en glissement annuel, contre seulement +0,8 % pour le secteur public sur la même période. La dynamique est particulièrement marquée pour le BTP et les services, qui enregistrent chacun une croissance de 15,7 % sur un an (gagnant respectivement 20 et 53 salariés), suivi par l'industrie et l'artisanat (+11,8 %), puis le commerce (+7,6 %). En rythme trimestriel les tendances sont identiques, néanmoins, l'écart de croissance des emplois entre les secteurs public et privé est moins marqué (+2,8 % pour le public et +6,3 % pour le privé).

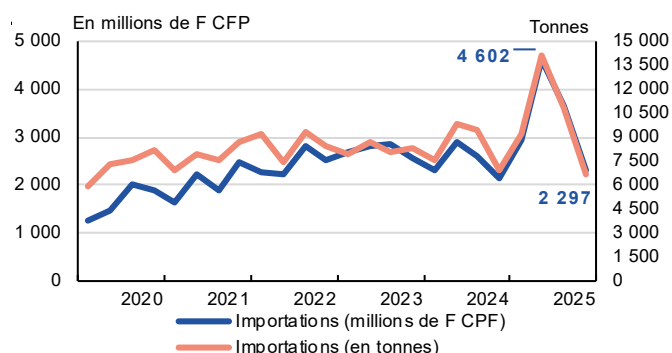
**Le secteur public reste cependant prépondérant** et représente près de 55% de l'ensemble des emplois.

### Importations globales : un niveau toujours élevé malgré le recul

Le niveau des **importations globales continue de diminuer** au troisième trimestre 2025 (-37,3 % par rapport au trimestre précédent). Le niveau exceptionnel des importations du 1<sup>er</sup> trimestre s'expliquerait par un phénomène de rattrapage observé les mois suivant la crise en Nouvelle-Calédonie. S'établissant aujourd'hui à **2 297 millions de F CFP**, elles restent tout de même à

des niveaux élevés et en progression si l'on compare avec le troisième trimestre 2024 (+7,9 % de croissance en glissement annuel). Ainsi, la moyenne mobile est en légère hausse par rapport au trimestre précédent, enregistrant une croissance de 1,3 % sur la période.

### Importations



Source : Service des Douanes

© IEOM

Les **importations en volume** affichent la même tendance baissière avec une variation de -38,2 % par rapport au deuxième trimestre 2025.

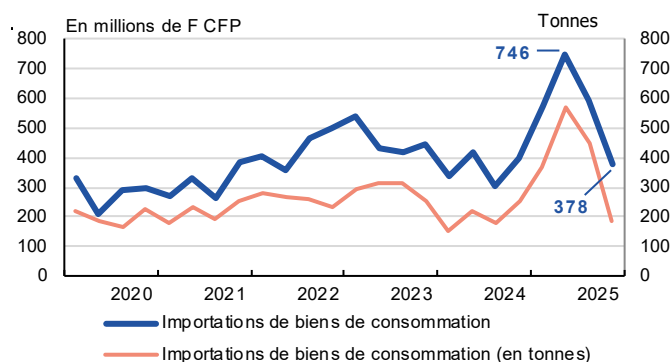
Avec **491 conteneurs importés** par 4 bateaux, Wallis-et-Futuna enregistre une baisse de 163 unités par rapport au T2 2025 soit -24,9 %.

L'ensemble des **recettes douanières et taxes** ce trimestre a rapporté 668 millions de F CFP au Territoire, portées par les taxes d'entrée (308 millions), les droits de douane (97 millions) et les taxes intérieures de consommation (180 millions).

### La consommation des ménages bénéficie des importations antérieures

Les **importations de biens de consommation** sont en recul pour un deuxième trimestre consécutif depuis le pic d'importation qu'a connu le territoire en début d'année. Elles ont baissé de -36,2 % par rapport au trimestre précédent, de -49,3 % par rapport au premier trimestre 2025, mais de seulement -4,6 % en glissement annuel, retrouvant des niveaux comparables à ceux observés en 2023 et début 2024.

### Importations de biens de consommation



Source : Service des Douanes

© IEOM

Ce recul concerne l'ensemble des biens de consommation : les produits pharmaceutiques, de parfumerie et d'entretien (-61 % en un trimestre), les articles d'habillement (-79,2 %) et les équipements du foyer (-71,6 %), des produits concernés par des niveaux élevés les mois précédents.

Les **immatriculations de véhicules** neufs de tourisme sont en baisse, avec 17 unités contre 33 le trimestre précédent, soit une baisse de moitié.

Le **prix de l'essence** tend à diminuer à fin septembre 2025, que ce soit en glissement trimestriel (-1,4 %) ou annuel (-4,0 %).

L'**encours bancaire des crédits aux ménages** s'établit à 3 011 millions de F CFP à fin septembre 2025, soit une progression de +9,8 % sur le trimestre. L'encours des crédits à la consommation, tout comme celui des crédits à l'habitat, est également en hausse par rapport au deuxième trimestre (+9,5 % et +18,4 % respectivement). Ces hausses témoignent d'un décalage temporel entre l'arrivée des biens de consommation et leur consommation effective.

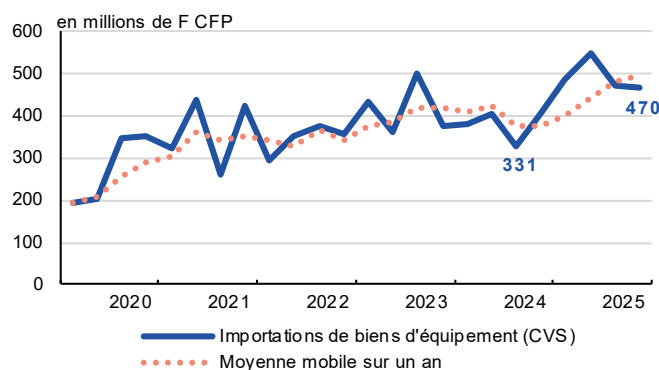
Le **nombre de personnes physiques en interdiction bancaire** augmente légèrement ce trimestre (+3,9 %), passant de 491 à 510 personnes. Sur un an, le nombre de personnes en interdiction bancaire a augmenté de 50,9 %.

Le **nombre d'incidents de paiement par chèque** s'élève à 573 ce trimestre, une diminution de -10,7 % par rapport au trimestre précédent qui marquait un record avec 642 incidents. En glissement annuel, l'augmentation reste tout de même importante (+73,1 %).

### Entreprises : un niveau élevé d'importations de biens d'équipement confirmé

Les **importations de biens d'équipements**, destinés aux entreprises, se stabilisent au même niveau que le trimestre précédent à **470 millions F CFP** (données CVS). Ces importations ont augmenté de +16,4 % en glissement annuel, montrant un niveau d'importation élevé, en dépit de la baisse du deuxième trimestre 2025 et dont la moyenne mobile sur un an est également en progression.

### Importations de biens d'équipement



Source : Service des Douanes, données CVS

© IEOM

L'acquisition de **véhicules utilitaires** recule ce trimestre : leurs importations chutent de moitié par rapport au deuxième trimestre 2025 (-54,8 %), passant de 42 à 19 immatriculations.

**Le taux de créances douteuses brutes des entreprises** reste stable à 1,6 %.

Les **encours de crédits des entreprises** s'établissent à 4 235 millions de F CPF, en diminution de -5,0% par rapport au trimestre précédent. Les crédits d'exploitation et les crédits d'investissement sont également en baisse, et atteignent 2 432 et 1 040 F CPF à fin septembre 2025 respectivement (-5,4% et -4,6%).<sup>1</sup>

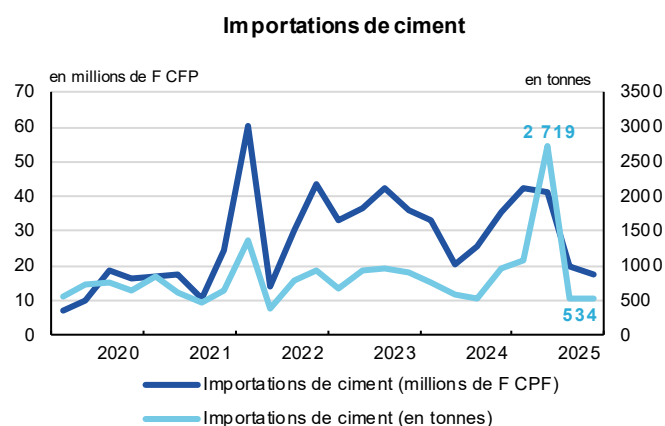
## Les principaux secteurs économiques soutiennent l'activité locale

### Les importations de ciment au plus bas

Au troisième trimestre 2025, **les importations de ciment** s'élèvent à **17,3 millions de F CPF**, soit le niveau le plus bas en valeur depuis début 2022, avec une diminution de -13,1 % par rapport à fin Juin 2025.

En glissement annuel, cette baisse représente -51,3%.

Cependant, la stabilité des **importations en volume** par rapport au trimestre précédent (+0,3 %) suggère une baisse du prix de la tonne de ciment à l'import. Sur l'année, les importations de ciment en volume ont diminué de -44 % et se situent au même niveau que pendant la période des émeutes en Nouvelle-Calédonie à **534 tonnes**.



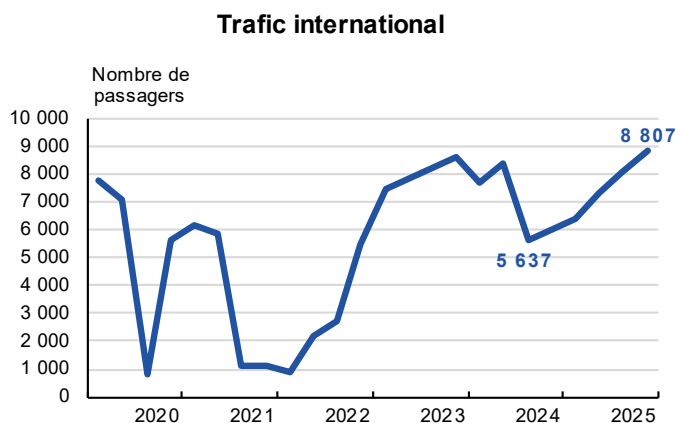
**Les importations de métaux et produits métalliques** suivent cette tendance baissière, atteignant 72,7 millions de F CPF, soit -16,6 % sur un trimestre. En volume, la baisse est de -18,4 %, avec 97 tonnes importées.

**Les effectifs salariés** du secteur augmentent au deuxième trimestre 2025 (+10,5 %) et sur un an

(+15,7 %), avec 147 employés déclarés (contre 133 au trimestre précédent et 128 un an plus tôt). Le secteur reste solide et continue de bénéficier des nombreux chantiers de la commande publique lancés en 2025.

### Niveau historique du trafic aérien international

**Le trafic aérien international est en hausse au T3 2025** par rapport au trimestre précédent. La fréquentation des vols internationaux progresse de 8,6 %, avec un total de **8 807 passagers internationaux** (données CVS), un record de fréquentation pour les îles sœurs. Depuis la baisse observée lors des émeutes en Nouvelle-Calédonie, le trafic ne cesse de se redresser : il progresse de 47,3 % sur un an.



Le trafic entre les îles Wallis et Futuna n'enregistre quant à lui aucune variation une fois corrigé des variations saisonnières.

<sup>1</sup> Les valeurs des encours de crédits sont réalisées à partir d'estimations pour ce trimestre

## **Recul de l'investissement dans les grandes économies du Pacifique**

En Australie, l'économie enregistre une croissance de 0,6 % au second trimestre, après un premier trimestre marqué par un ralentissement (+0,3 %). Cette progression repose sur une hausse modérée de la consommation finale, publique et privée (respectivement +1% et +0,9 %), tandis que l'investissement public poursuit son recul (-3,9 % après -2,4 %). Les échanges extérieurs retrouvent une orientation favorable, avec des exportations en progression de 1,7 % et des importations de 1,4 %. Les tensions inflationnistes se renforcent en septembre, l'indice des prix à la consommation augmente de 3,2 % en glissement annuel et l'inflation sous-jacente atteint 3 %. La Banque de réserve d'Australie maintient son taux directeur à 3,6 % depuis août 2025, soit son niveau le plus bas depuis 2023. Enfin, le marché du travail reste sous pression, le taux de chômage, corrigé des variations saisonnières, atteint 4,3 % en octobre.

L'économie néo-zélandaise se contracte de -0,9 % au second trimestre, après une hausse de +1,2 % en début d'année, sous l'effet du recul de l'investissement (-0,9 %) et des exportations (-1,2 %). Le marché du travail s'est légèrement détérioré, avec un taux de chômage porté à 5,3 % en septembre. Dans le même temps, l'inflation annuelle atteint 3 % au troisième trimestre, soit le plafond de la fourchette cible fixée par la banque centrale néo-zélandaise (1-3 %). Cette dernière a annoncé abaisser son taux directeur à 3,0 % en août, puis à 2,5 % en octobre, son plus bas niveau depuis 2022.

En Indonésie, la croissance sur le troisième trimestre a ralenti à +1,9 % après une hausse marquée de +5,0 % à la mi-année. L'activité reste soutenue par les dépenses publiques et l'investissement, ainsi que le commerce extérieur (+7,7 % d'exportations contre -0,4 % d'importations). L'inflation annuelle poursuit sa progression, atteignant 2,9 % fin octobre. La banque centrale a abaissé son taux directeur à trois reprises au cours du trimestre pour le porter à 4,75 % depuis le 17 septembre. Le marché du travail demeure relativement stable, avec un taux de chômage de 4,8 % en août 2025.

En 2025, l'économie fidjienne devrait enregistrer une croissance de 3,2 %, portée principalement par le dynamisme du secteur des services. Au second trimestre, les arrivées touristiques ont légèrement diminué (-0,8 %) et la production aurifère a nettement reculé (-24,1 %), tandis que la filière bois a poursuivi son expansion, avec une hausse marquée de la production d'acajou (+96 %). L'inflation annuelle est restée négative, à -3,4 % en octobre 2025 et le taux de chômage demeure stable à 4,3 %, niveau similaire à fin 2024. Le taux directeur de la banque centrale fidjienne reste fixé à 0,25 %.

Sources : Stats NZ, Australian Bureau of Statistics, Statistics Indonesia, Reserve Bank of Fiji, New Zealand Parliament, Asian Development Bank

## **Un environnement international toujours incertain**

Les perspectives de croissance de l'économie mondiale sont stables et le FMI dans ses prévisions d'octobre (WEO octobre 2025) maintient globalement les prévisions communiquées en juillet 2025, à 3,2 % en 2025, et à 3,1 % en 2026. Cette apparente stabilité ne doit pas occulter les incertitudes nées de l'établissement de nouveaux droits de douane aux États-Unis. Leurs effets pourraient s'accroître dans le futur, lorsque s'atténueront les effets des mesures de compensation adoptées suite à leur établissement ; telle la constitution de stocks importants. Le FMI maintient également ses anticipations d'inflation globale, à 4,2 % en 2025 et 3,7 % en 2026, chiffres inchangés par rapport à ceux communiqués en juillet 2025.

Les États-Unis bénéficient de perspectives de croissance en hausse, le FMI ajustant ses anticipations pour l'année 2025, à 2,0 %, contre une estimation à 1,9 % en juillet. Les facteurs de cet optimisme ; droits de douane plus faibles qu'attendu, adoption de la loi budgétaire OBBBA et conditions de financement avantageuses ; sont inchangés. Le FMI anticipe au second semestre 2025 une inflation plus soutenue qu'anticipée en juillet, à mesure que l'impact de la hausse des droits de douane se répercute sur les consommateurs.

Plus modestes que celles des États-Unis, les anticipations de croissance du FMI pour la zone Euro en 2025 sont également orientées à la hausse. Celles-ci s'élèvent à 1,2 % contre 1,0 % dans les projections communiquées en juillet 2025. Les projections pour 2026 sont en revanche révisées à la baisse, à 1,1 %, contre 1,2 % en juillet, en raison de la persistance d'incertitudes dans de nombreux domaines et de l'augmentation des droits de douane.

En France, la croissance a poursuivi son accélération au troisième trimestre, le PIB augmentant de 0,5 % en volume, après des hausses de 0,1 % au premier trimestre et 0,3 % au second trimestre, selon l'Insee. Cette expansion procède notamment d'une demande intérieure finale plus soutenue et d'une hausse de la formation brute de capital fixe, tandis que la consommation des ménages confirme son ancrage en territoire positif, à +0,1 %. La Banque de France anticipe dans ses projections macroéconomiques intermédiaires de septembre 2025 une croissance de 0,7 % en 2025, suivi d'une augmentation légèrement plus soutenue en 2026, à +0,9 %.

Une hausse des salaires réels bénéficiant à la consommation des ménages renforce les perspectives de croissance au Japon, révisées à la hausse par le FMI, à 1,1 % pour 2025 puis 0,6 % pour 2026. L'économie nipponne reste cependant vulnérable aux incertitudes nées du ralentissement de la demande extérieure.

Les perspectives de croissance pour les pays émergents sont globalement stables. La Chine bénéficie d'une consommation interne plus robuste qu'attendue et d'une accélération des échanges internationaux. Ces facteurs permettent une stabilisation, à 4,8 % pour l'année 2025, des anticipations de la croissance du FMI, après les turbulences générées par l'adoption des droits de douanes américains. L'Inde bénéficie d'une révision à la hausse de ses prévisions de croissance pour 2025, à 6,6 %.

Sources : FMI, Insee, Banque de France

**Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr)**

Directeur de la publication : J. NICOLLE ■ Rédaction : B. CHEVET